

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE**

**CONSEIL DEPARTEMENTAL**

Commission Permanente du lundi 18 décembre 2023

Membres en exercice : 26

Présents : 18

Procuration(s) : 7

Absent(s) : 1

Nombres de votants : 25

Votes pour : 25

Vote(s) contre : 0

Abstention(s) : 0

Date de la convocation : vendredi 8 décembre 2023

**DELIBERATION N°DL\_CP2023\_0261**

**Relative au projet de décret relatif à la délivrance du conseil stratégique  
prévu à l'article R. 254-26-2 du code rural et de la pêche maritime.**

L'an deux mille vingt-trois, le dix huit décembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue au Conseil départemental - Hémicycle Younoussa BAMANA.

**Conseillers départementaux présents :**

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Madame Mariam SAID KALAME, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MAN-ROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Monsieur Soula SAID SOUFFOU

**Conseillers départementaux représentés :**

Monsieur Ali OMAR donne pouvoir à Monsieur Saindou ATTOUMANI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE donne pouvoir à Madame Rosette VITTA, Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI donne pouvoir à Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Nadjayedine SIDI donne pouvoir à Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Zaounaki SAINDOU donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI

**Conseillers départementaux absents :**

Monsieur Salime MDERE,

**Secrétaire de séance désignée :**

Madame Hélène POLLOZEC

**Le Président constate que le quorum est atteint,**

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la délibération n°DL\_AP2021\_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n°DL\_AP2021\_0203 du 19 juillet 2021, relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu** la lettre de saisine de Monsieur le Préfet de Mayotte en date du 23 octobre 2023 ;
- Vu** le rapport n°2023-02000 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** l'avis de la Commission Développement économique et Coopération décentralisée du 14 décembre 2023

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,  
Le Conseil Départemental,**

**DECIDE**

**Article 1 :** de donner un avis favorable au projet de décret relatif à la délivrance du conseil stratégique prévu à l'article R.254-26-2 du code rural et de la pêche maritime.

**Article 2 :** En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme  
Le Président du Conseil départemental**

**Ben Issa OUSSENI**





**PRÉFET  
DE MAYOTTE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Le Secrétaire Général

Envoyé en préfecture le 02/01/2024

Reçu en préfecture le 02/01/2024

Publié le

ID : 976-229850003-20231218-DL1812230261-DE



**BORDEREAU D'ENVOI**

à

**Monsieur le président du Conseil départemental**

**BP 101**

**97600 MAMOUDZOU**



**Date : le 18/10/2023**

OBJET	NOMBRE	OBSERVATION
Projet de décret relatif à la délivrance du conseil stratégique prévu à l'article R. 254-26-2 du code rural et de la pêche maritime  <b>Procédure normale</b>	1	Transmis pour attribution (Cabinet et DGS)  <b>Je vous remercie de bien vouloir dater et signer le bordereau et le courrier et les remettre à l'huissier</b>

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet, secrétaire général

**Sabry HANI**

Préfecture de Mayotte - BP 676 - 97600 MAMOUDZOU

Tél. (standard) 0269 50 00 - [www.mayotte.pref.gouv.fr](http://www.mayotte.pref.gouv.fr)

Accueil du public du lundi au jeudi de 7h30 à 12h00 et de 14h00 à 16h00 (le vendredi de 7h30 à 11h30)

Le Secrétariat Général

Mamoudzou, le 18 octobre 2023

Le préfet de Mayotte  
Délégué du Gouvernement

à

Monsieur le président du Conseil départemental

BP 101

97600 MAMOUDZOU



**Objet :** Projet de décret relatif à la délivrance du conseil stratégique prévu à l'article R. 254-26-2 du code rural et de la pêche maritime

**P. Jointe:** 1

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le projet de décret portant partie réglementaire du code de la recherche.

En application de l'article L. 3444-1 du code général des collectivités territoriales, je vous serais obligé de bien vouloir recueillir l'avis du conseil départemental sur ce texte.

Je vous remercie de bien vouloir nous le transmettre par messagerie aux adresses suivantes :

secretariat-sg@mayotte.pref.gouv.fr  
consultation@mayotte.pref.gouv.fr

Je vous rappelle que l'avis du conseil départemental est à notifier expressément sous délai de **1 mois** en cas d'urgence sur demande du représentant de l'État.

Sans réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé acquis.

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet, secrétaire général

  
Sabry HAN

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'agriculture et de la  
souveraineté alimentaire

Décret n° du  
relatif à la délivrance du conseil stratégique prévu à l'article R. 254-26-2 du code rural  
et de la pêche maritime

NOR : [...]

***Publics concernés :** entreprises utilisatrices de produits phytopharmaceutiques non soumises à un agrément ; décideurs des entreprises utilisatrices de produits phytopharmaceutiques non soumises à un agrément soumis à la délivrance d'un conseil stratégique à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques ; directions régionales de l'agriculture et de la forêt.*

***Objet :** conseil stratégique à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques ; certiphyto.*

***Entrée en vigueur :** le lendemain de sa publication.*

***Notice :** le texte permet l'octroi aux décideurs d'entreprises, jusqu'au 31 décembre 2027, et jusqu'au 31 décembre 2028 pour la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, La Réunion, Mayotte et Saint-Martin, d'un renouvellement du certificat individuel dit « certiphyto » pour une durée d'un an en l'absence de présentation de l'attestation justifiant de ce qu'ils ont reçu un conseil stratégique.*

***Références :** le présent décret peut être consulté sur le site Légifrance - <http://www.legifrance.gouv.fr>*

**La Première ministre,**

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire,

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 254-3, L. 254-6-2, R. 254-12 et R. 254-26-2 ;

Vu les observations formulées lors de la consultation du public réalisée du XX au XX, en application de l'article L. 123-19-1 du code de l'environnement ;

Vu la lettre de saisine du conseil départemental de Guadeloupe en date du ;

Vu la lettre de saisine du conseil régional de Guadeloupe en date du ;

Vu la lettre de saisine de l'assemblée de la collectivité territoriale de Guyane en date du ;

Vu la lettre de saisine de l'assemblée de Martinique en date du ;  
Vu la lettre de saisine du conseil départemental de Mayotte en date du ;  
Vu la lettre de saisine du conseil départemental de La Réunion en date du ;  
Vu la lettre de saisine du conseil régional de La Réunion en date du ;  
Vu la saisine du conseil territorial de Saint-Martin en date du ;  
Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

### **Décrète :**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

Par dérogation au deuxième alinéa de l'article R. 254-12 du code rural et de la pêche maritime, jusqu'au 31 décembre 2027 sur le territoire métropolitain et jusqu'au 31 décembre 2028 en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Mayotte et à Saint-Martin, le renouvellement du certificat individuel mentionné au II de l'article L. 254-3 de ce code peut être octroyé, pour une durée de douze mois, en l'absence de présentation de l'attestation mentionnée au III de l'article R. 254-26-2 du même code, sous réserve, pour les demandes présentées sur le territoire métropolitain, de la présentation d'un justificatif de prise de rendez-vous auprès d'un conseiller agréé pour délivrer le conseil stratégique.

A l'issue de ce délai, le certificat pourra être renouvelé pour quatre ans, sous réserve de la présentation de l'attestation susmentionnée.

#### **Article 2**

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer, le ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et le ministre délégué chargé des outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le .



Par la Première ministre :

Le ministre de l'agriculture et de la  
souveraineté alimentaire,

Marc FESNEAU

Le ministre de l'intérieur et  
des outre-mer,

Gérald DARMANIN

Le ministre délégué chargé des outre-  
mer,

Philippe VIGIER